

Situation économique

Et je ne crois pas, qu'on soit un gouvernement libéral, conservateur ou encore créditiste, que les donations feront leur apparition au Canada et que les gens accepteront de prêter gratuitement leur argent aux gouvernements tant fédéral que provincial, et je crois que le paragraphe c) de la motion créditiste manque quelque peu de rigueur sur le plan économique pour le moins.

On commence par le faux, on va aller maintenant vers de meilleurs points. Là où je partage un peu plus les propos des créditistes, c'est lorsqu'ils parlent du programme Canada au travail. Monsieur le président, nous avons peut-être intérêt à reconsidérer ce programme. Il est vrai que nous dépensons beaucoup d'argent, il est vrai que nous acceptons énormément de bons projets, et je me demande s'il n'y aurait pas lieu par ces programmes de réaliser des choses peut-être plus durables et, par le biais, d'appuyer peut-être davantage les municipalités, bien que ce soit de juridiction provinciale. Nous pourrions peut-être avec l'assentiment des provinces, je pense bien, aider les municipalités à alléger le fardeau fiscal des contribuables, ce qui aurait par conséquent l'effet de leur donner également un meilleur pouvoir d'achat.

Sur ce, j'invite les créditistes à continuer et il ne faut pas oublier qu'au sein de mon caucus je suis un de ceux qui travaille en ce sens. Pour terminer, monsieur le président, je crois que d'autres choses ont sûrement été faites par le gouvernement auquel je participe, avec le programme d'Expansion économique régionale en vue d'aider les régions les plus défavorisées. Et à ce programme connu depuis quelques années qui a été modifié afin de répondre davantage à l'approche sectorielle que nous souhaitons, nous avons encore récemment désigné la région de Montréal dans certains secteurs bien précis, dans des secteurs créateurs d'emplois à forte densité, dans des secteurs qui assureront à la région de Montréal et à ma région, bien sûr, une structure de base solide et à long terme. Je ne crois pas que l'on puisse faire un long débat sur le travail du ministère de l'Expansion économique régionale, mais je crois qu'il est tout en notre honneur en tout temps en tant que gouvernement de citer les actions vraiment positives que ce ministère a faites.

En dernier lieu, pour aider les régions, pour pouvoir créer des emplois dans des secteurs peut-être plus faibles sur le plan industriel, nous n'avons qu'à penser au projet de décentralisation en cours du gouvernement provincial. Nous allons décentraliser du gouvernement fédéral un nombre important d'emplois que nous prendrons à Ottawa pour les établir dans des régions comme Sherbrooke, Shawinigan, ou encore Québec. Je pense que c'est une nette volonté du gouvernement fédéral de dire: Écoutez, on participe là où il y a des besoins, là où on manque d'emplois stables.

Évidemment, lorsqu'on crée des emplois, en envoyant des fonctionnaires dans de telles régions, il y a un effet multiplicateur. Si on envoie 150 emplois dans la région de Sherbrooke, on peut facilement multiplier ce nombre par quatre, compte tenu de l'industrie des services que ces emplois alimenteront. Je pense que la motion des créditistes aujourd'hui touchait à des points importants. Cette motion dégage, bien sûr, leur volonté de participer et je les encourage à chercher comme ils sont sûrement capables de le faire à nous fournir des propositions, et s'ils ont peine à le faire seuls, qu'ils viennent nous consulter et on les encouragera.

[M. Loiseau (Chambly).]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je voudrais, à mon tour, à l'instar de mes préopinants, faire quelques remarques sur cette motion qui nous permet une gamme d'observations. Nous lisons, au tout début de cette motion, et je cite:

Que cette Chambre déplore a) que le gouvernement a manqué de prévoyance et de leadership devant l'invasion des produits étrangers sur le marché canadien, notamment dans les secteurs tels la chaussure, le textile, le vêtement et le meuble, ce qui a eu pour effet de contribuer grandement à l'affaiblissement des industries canadiennes et aux nombreuses mises à pied qui en ont découlé;

Je pense, monsieur l'Orateur, que les propos qui ont été tenus par d'autres députés à la Chambre ont tous une certaine valeur.

● (1722)

J'ai remarqué également que le ministre des Finances, qui parlait au nom du gouvernement fédéral, a tenté par une série de statistiques de justifier la situation actuelle et, par la force des choses, il a reconnu qu'il y avait encore des problèmes dont la solution se faisait attendre. Mais il a quand même tenté de dire à la Chambre que, étant donné le taux de chômage, le pourcentage par rapport aux pères de famille n'était quand même pas si mal!

J'aurais souhaité, par exemple, que le ministre des Finances parle de ce pourcentage assez impressionnant de jeunes sur ce million de chômeurs que nous avons au pays, et j'aurais voulu qu'il manifeste des inquiétudes que nous et d'autres également manifestent, c'est-à-dire l'inquiétude de ces jeunes qui se découragent, du découragement qui s'empare de cette jeunesse actuellement sortie de l'université ou de l'école et qui attendent toujours un projet «Canada au travail». On dit d'ailleurs dans la motion que les crédits doivent être augmentés. Je suis l'un de ceux qui apprécient énormément, dans la conjoncture d'aujourd'hui, les crédits qui ont été votés pour ces projets, lesquels permettent d'embaucher des jeunes et des moins jeunes pour une période donnée. Ce n'est quand même pas avec ces projets que l'on va bâtir l'avenir du pays.

On voit l'absence de stratégie industrielle après 13 ans de pouvoir. On parle de procéder à une série de mesures de stratégie industrielle, région par région ou province par province. Mais comment se fait-il qu'on ait attendu après 13 ans de pouvoir continu pour parler de cette question aujourd'hui? Je voyais dans les journaux qu'il est possible que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) convoque un sommet économique, une conférence économique en février prochain. Le premier ministre de l'Ontario signalait que depuis octobre dernier, il avait déjà sollicité une telle conférence, mais il semble bien qu'après avoir rencontré les premiers ministres des provinces, on en arrivera probablement à un sommet économique. Il aura fallu attendre que les difficultés qui affligent les Canadiens tous les jours soient à un point tel qu'on sente le besoin de s'engager dans de nouvelles mesures, et on nous dira que ce n'est pas en critiquant le gouvernement fédéral qu'on va régler le problème, mais il y a tout de même, je pense, un minimum de décence, et je crois que nous, de l'opposition, avons à faire la preuve que ce gouvernement a failli dans beaucoup de domaines, et je crois que c'est notre devoir d'en faire la preuve étant donné toutes les observations que nous pouvons fournir, et nous n'avons certainement pas de misère à faire la preuve d'une faillite monumentale.

Le ministre des Finances a également et rapidement passé sur la Commission des prix et des salaires, enfin, sur les